

Revue de presse

Jeudi 04 Décembre 2025



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Conseil de la nation

[Le texte de LF 2026 consacre l'orientation de l'Etat vers le financement de l'économie nationale par de grands investissements de développement](#)



Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a affirmé, mardi au Conseil de la nation, que le texte de loi de finances pour l'exercice 2026 consacre l'orientation de l'Etat vers le financement de l'économie nationale par de grands investissements de développement dans plusieurs secteurs, et ce dans le cadre d'une nouvelle vision économique basée sur la diversification économique et l'amélioration de la performance financière.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du gouvernement

Étude d'exposés relatifs à plusieurs secteurs

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé mercredi une réunion du Gouvernement consacrée à plusieurs exposés relatifs à la stratégie nationale de développement du commerce électronique, aux services de télécommunications électroniques par satellite, et à l'avancement de grands projets structurants, selon un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Banque mondiale

Des signaux encourageants vers une croissance plus vigoureuse en Algérie

La maîtrise de l'inflation et la poursuite des performances de l'économie algérienne dans les secteurs hors hydrocarbures, constituent des "signaux encourageants" qui permettront de soutenir une croissance "plus vigoureuse, durable et diversifiée", a estimé mercredi à Alger un économiste de la Banque mondiale (BM).

"L'allégement des pressions sur les prix et la performance soutenue des secteurs hors hydrocarbures constituent des signaux encourageants. Le maintien de ces avancées, grâce à la poursuite des réformes, peut soutenir une croissance plus vigoureuse, durable et diversifiée", a indiqué Daniel Prinz, économiste de la BM pour l'Algérie, lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation du nouveau rapport semestriel de l'institution sur la situation économique du pays.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Bourse d'Alger

Numérisation avant fin décembre de l'émission des ordres de vente et d'achat

Le lancement de l'émission des ordres de vente et d'achat d'actions et d'obligations à la Bourse d'Alger par voie électronique est prévu avant fin décembre, a annoncé mercredi à Alger le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB), Youcef Bouzenada, affirmant que ce nouveau système contribuera à renforcer la transparence et accélérer l'exécution des opérations.



Bouzed répond aux questions des sénateurs sur le PLF-2026 : priorité au financement de l'économie

En réponse aux questions posées par les membres du Conseil de la nation, lors des débats du projet de loi de finances PLF-2026, le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzed, a souligné que ce texte «consacre l'orientation de l'État vers le financement de l'économie nationale par le biais de grands investissements à dimension développementale, ciblant plusieurs secteurs».

Cette orientation s'inscrit, a-t-il précisé, dans le cadre d'une nouvelle vision économique basée sur la diversification économique et sur l'amélioration de la performance financière. M. Abdelkrim Bouzed, qui s'exprimait mardi soir, lors d'une séance plénière présidée par le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, et des membres du gouvernement, a affirmé que les mesures proposées dans le texte visent, en fait, «à soutenir une croissance durable, à améliorer les outils de financement et à poursuivre les réformes structurelles».

Capitalisation multipliée par dix, valeur échangée quintuplée : la Bourse d'Alger entrera dans sa phase maturité en 2026

Une feuille de route opérationnelle, un comité consultatif et des sorties de terrain en 2026, pour faire basculer la Bourse dans la phase «maturité».

C'est ce qui ressort de la réunion, hier, de l'ensemble des intermédiaires et promoteurs agréés en Bourse. Convoquée par la commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), la Société de gestion de la Bourse des valeurs (SGBV) et Algérie Clearing se veut une halte d'une prise de conscience aiguë et, peut-être, un tournant décisif. «Le marché est prêt, il attend seulement que ses acteurs passent de la préparation à la maturité», lance Youcef Bouznada, le directeur de la COSOB. Derrière lui, Amel Selmoun, directrice générale de la SGBV, fait défiler des courbes vertigineuses. Une capitalisation multipliée par dix en un an de 72 à 742 milliards de dinars, valeur échangée quintuplée, passant de 2,75 à 12,58 milliards.

Dernier rapport sur la situation économique de l'Algérie : les prévisions positives de la Banque mondiale

La Banque mondiale (BM) a prévu une croissance de 3,8% du Produit intérieur brut (PIB) sur l'ensemble de l'an 2025. C'est ce qui ressort du rapport semestriel de suivi de la situation économique de l'Algérie, rendu public, ce jeudi à 06h.

Ce taux de croissance annuel prévisionnel confirme la progression observée, lors du premier semestriel (4,1%) par rapport à l'an passé. La bonne nouvelle est que les secteurs hors-hydrocarbures, chevaux de bataille de l'État, ont enregistré une croissance significative d'un taux de 5,4%, selon le rapport.



Le rail, le e-commerce et les satellites à la réunion du gouvernement : trois dossiers abordés par l'exécutif

L'ordre du jour de la réunion du gouvernement a démontré que l'Exécutif a su lier judicieusement deux piliers complémentaires, à savoir que la transition numérique est systématiquement associée au développement des infrastructures physiques. Deux axes stratégiques, pour assurer une croissance inclusive.

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé une réunion du Conseil du gouvernement consacrée à l'examen de dossiers d'importance stratégique, lesquels sont liés au commerce électronique, les télécommunications électroniques, ainsi qu'au suivi rigoureux de l'évolution de plusieurs projets structurants relevant de divers secteurs.



Le serment

L'État demeurera foncièrement social. Le cap est maintenu. Il puise sa substance dans le parcours douloureux de notre pays durant la colonisation. Le chef de l'État a souligné, à maintes reprises, cette option irréversible qui rassemble tous les citoyens et rencontre une unanimité sans faille dans les sphères politiques.

En effet, l'un des moments forts du dernier Conseil des ministres a été l'annonce de la revalorisation du taux du salaire minimum garanti et la révision de l'allocation chômage, dès janvier 2026.

Encore une fois, l'État a tenu à renforcer le pacte de confiance avec ses citoyens. Cela dit, trois autres piliers viennent consolider l'État social, à savoir les services publics, le droit du travail et les politiques économiques. Si l'initiative privée a du bon, elle ne peut assurer ni le plein emploi, ni la stabilité financière, ni la satisfaction d'une série de besoins sociaux (retraite, santé, éducation...). L'intérêt général n'étant pas réductible au jeu des intérêts particuliers, il y a besoin d'intervention publique.

Projet de loi de finances pour 2026

Bouzred détaille l'usage du FRR et la dette publique



«Les dépenses imprévues permettent de gagner du temps et d'éviter de recourir à la loi de finances complémentaire».

En réponse aux questions des membres du Conseil de la nation, le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a indiqué, avant-hier soir, que les ressources du Fonds de régulation des recettes (FRR) ont été mobilisées pour couvrir les dépenses de l'État et réduire le déficit budgétaire, notamment à travers le remboursement de la dette publique.

À propos des dépenses imprévues, estimées à plus de 2 000 milliards de dinars, soit l'équivalent de 16 milliards de dollars et environ 12% du budget global, le ministre a souligné qu'il s'agit d'un «mécanisme essentiel» permettant de réagir rapidement en cas d'urgence, sans recourir à une loi de finances complémentaire. Concernant la dette publique, évaluée à près de 17 000 milliards de dinars, il a assuré que ces fonds ont été orientés vers des investissements à forte rentabilité économique.

Ordres d'achat et de vente

La Bourse d'Alger passe au numérique

La Bourse d'Alger s'apprête à franchir l'une des étapes les plus importantes de sa modernisation.

D'ici la fin décembre, l'émission des ordres de vente et d'achat d'actions et d'obligations se fera désormais par voie électronique, a annoncé à Alger le président de la Cosob, Youcef Bouzenada. Une évolution qui promet plus de transparence, une exécution accélérée des transactions et un marché mieux structuré. S'exprimant lors d'une rencontre réunissant les acteurs du secteur, Bouzenada a souligné que le marché financier est aujourd'hui « unifié et prêt » après la mise en place d'un cadre juridique moderne.

E-Commerce et télécommunications électroniques

Les nouvelles batailles de l'Exécutif

Le gouvernement a examiné l'avancement de plusieurs grands projets structurants, à l'instar du chemin de fer. Autant de chantiers que le président Tebboune veut voir aboutir rapidement...

À peine la 5G officiellement activée hier, l'Algérie se projette déjà vers ses prochaines conquêtes technologiques. Lors de sa réunion hebdomadaire, le gouvernement a placé au coeur de ses priorités deux chantiers déterminants: le E-Commerce et les télécommunications électroniques par satellite. Des dossiers majeurs qui, à terme, pourraient remodeler l'économie nationale et réduire durablement la fracture numérique.

Banque mondiale: l'économie algérienne a poursuivi son élan en 2025

L'économie algérienne a poursuivi son élan cette année, a indiqué le rapport semestriel de la Banque mondiale, citée ce mercredi par l'agence de presse officielle, l'APS.

Intitulé « Répondre aux défis climatiques et soutenir le développement durable », le rapport souligne que l'économie nationale a enregistré une croissance de 4,1% au premier semestre et une expansion attendue de 3,8% sur l'ensemble de l'année.

Les secteurs hors hydrocarbures, est-il encore rapporté, ont enregistré une croissance de 5,4%, tandis que l'inflation a reculé à 1,7% sur les neuf premiers mois suite à la baisse des prix des denrées alimentaires et le maintien d'un taux de change stable.

Numérisation du ministère des Finances : Bouzred expose les blocages et souligne les progrès

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, s'est plié avant-hier à l'exercice de présentation du projet de loi de finances 2026 devant les membres de la chambre haute de l'APN, avant d'engager, hier, un échange avec les sénateurs, répondant point par point à leurs questions. Sa rhétorique, parfois imagée, a été particulièrement perceptible lorsqu'il a traité de la numérisation du ministère, soulignant les bénéfices du portail électronique Fada el Djazair et l'apport supplémentaire des autres plateformes en cours de déploiement.

Augmentation de l'allocation chômage à 18 000 DA : L'impact financier déjà prévu dans le PLF 2026

L'impact budgétaire de la récente décision, actée dimanche dernier en Conseil des ministres, de revaloriser le montant mensuel de l'allocation chômage pour le porter de 15.000 à 18.000 dinars, a déjà été prévu et pris en charge dans le projet de loi de Finances et de budget de l'État pour l'exercice à venir (PLF 2026).

C'est du moins ce qu'a fait comprendre avant-hier le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, lors d'une séance plénière au Conseil de la nation, consacrée à la présentation et aux débats autour des différentes dispositions de ce texte, déjà voté à l'Assemblée populaire nationale (APN) et dont l'entrée en vigueur devra intervenir dès le premier janvier prochain, s'il est bien entendu validé, comme attendu, par les membres de la chambre haute du Parlement.



LF 2026 : l'État mise sur de grands investissements de développement



La loi de finances 2026 consacre l'orientation de l'État vers le financement de l'économie nationale par de grands investissements de développement dans plusieurs secteurs. Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a affirmé, mardi soir au Conseil de la nation, que le texte de loi de finances pour l'exercice 2026 consacre l'orientation de l'État vers le financement de l'économie

nationale par de grands investissements de développement dans plusieurs secteurs, et ce dans le cadre d'une nouvelle vision économique basée sur la diversification économique et l'amélioration de la performance financière.



Des signaux encourageants vers une croissance plus vigoureuse en Algérie, selon la Banque mondiale

Des signaux encourageants vers une croissance plus vigoureuse en Algérie sont enregistrés, selon le nouveau rapport semestriel de la Banque mondiale.

La maîtrise de l'inflation et la poursuite des performances de l'économie algérienne dans les secteurs hors hydrocarbures, constituent des « signaux encourageants » qui permettront de soutenir une croissance « plus vigoureuse, durable et diversifiée », estime, mercredi à Alger, un économiste de la Banque mondiale (BM).



Les cours du pétrole se redressent mercredi

Les cours du pétrole se sont redressés mercredi en cours d'échanges, après leur baisse la veille, sur fond de tensions géopolitiques mondiales.

Vers midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, prenait 1,22% à 63,21 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en janvier, gagnait 1,40% à 59,46 dollars.

Toutefois, les prix restent sous pression sous l'effet des inquiétudes concernant un excédent global de l'offre de brut et les évolutions du marché. De plus, l'augmentation des stocks américains vient également alimenter les craintes d'un surplus de brut.



Importation de légumineuses: précisions de l'ABEF

L'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF) a adressé une note aux directeurs généraux des banques pour clarifier les modalités d'application de la mesure relative à la non-domiciliation bancaire pour l'importation de certains produits alimentaires.

Dans ce courrier, l'ABEF revient sur son envoi du 24 novembre dernier concernant la liste des produits soumis à cette mesure, notamment les légumes secs et le riz, relevant de la compétence de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).



Algérie – Chine : Un nouvel élan pour le partenariat bilatéral

L'ambassadeur de Chine en Algérie, Dong Guangli, a annoncé que le volume des échanges commerciaux entre les deux pays dépasse à nouveau les 10 milliards de dollars en 2025, confirmant une dynamique ascendante qui consolide le partenariat stratégique entre Alger et Pékin. Cette progression s'inscrit dans une volonté commune d'élargir et d'approfondir une coopération devenue structurante pour les deux économies.

Cette déclaration a été faite lors d'une conférence de presse organisée au siège de l'ambassade, consacrée aux perspectives du XV^e Plan quinquennal chinois et aux nouvelles opportunités que la Chine souhaite partager avec l'Algérie dans le cadre de son ouverture économique.



[Loi de finances 2026 : Bouzred répond aux questions au Conseil de la nation](#)

Le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, a commencé, mardi soir, à répondre aux questions et préoccupations des membres du Conseil de la nation concernant le texte de loi de finances pour l'exercice 2026.

Le ministre intervient lors d'une séance plénière au Conseil consacrée au débat du texte de loi de finances 2026, présidée par le président du Conseil, M. Azouz Nasri, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, et de membres du Gouvernement.

برؤية جديدة تقوم على التنوع وتحسين الأداء المالي.. بوالزرد:

استثمارات تنموية كبرى لتمويل الاقتصاد الوطني



أكد وزير المالية، عبد الكريم بوالزرد، أن نصّ قانون المالية لسنة 2026 يكرّس توجه الدولة نحو تمويل الاقتصاد الوطني عبر استثمارات كبرى ذات بعد تنموي، تستهدف عدة قطاعات، وذلك في إطار رؤية اقتصادية جديدة تقوم على التنوع الاقتصادي وتحسين الأداء المالي.

أوضح بوالزرد لدى ردّه على انشغالات وتساؤلات أعضاء مجلس الأمة، خلال جلسة علنية، أول أمس خصّصت لمناقشة نصّ قانون المالية 2026، ترأسها عزوز ناصري، رئيس المجلس، بحضور أعضاء من الحكومة، أن التدابير المقترحة في النصّ تهدف إلى دعم النمو المستدام وتحسين أدوات التمويل، ومواصلة الإصلاحات الهيكلية، مع تعزيز النجاعة في تسيير الموارد. وأشار الوزير في السياق إلى أن الدين العمومي، المقدر بنحو 17 ألف مليار دج، تم توجيهه نحو استثمارات ذات مردودية اقتصادية، موضحا على سبيل المثال أن 2500 مليار دج من هذا الدين وجهت لمشاريع تعزيز شبكة الكهرباء التي أنجزتها سونلغاز وكذا محطات تحلية مياه البحر، والتي كان لها أثر تنموي واضح. وبفضل هذه الاستثمارات، أصبحت المشاريع الفلاحية والصناعية في الجنوب ممكنة، يقول بوالزرد الذي أكد أن الأهداف الاستراتيجية للتنمية تستدعي توفير الوسائل والقرارات الضرورية لتجسيدها.

اجتماع الحكومة

دراسة عروض تخص عدة قطاعات

ترأس الوزير الأول، السيد سيدي غريب، يوم الأربعاء، اجتماعا للحكومة خصص لدراسة عروض حول الاستراتيجية الوطنية لتطوير التجارة الإلكترونية، وخدمات الاتصالات الإلكترونية عبر الأقمار الصناعية، وأخرى تخص تقدم مشاريع مهيكلة، حسب ما أورده بيان لمصالح الوزير الأول، هذا نصه الكامل :

"ترأس الوزير الأول، السيد سيدي غريب، هذا الأربعاء 3 ديسمبر 2025، اجتماعا للحكومة خصص لدراسة النقاط الآتية: في مستهل جلستها، استمعت الحكومة إلى عرض حول الاستراتيجية الوطنية لتطوير التجارة الإلكترونية، التي تندرج في إطار رؤية التحول الرقمي للبلاد وتهدف إلى تحديث النظام البيئي للتجارة الوطنية، ووضع التجارة الإلكترونية كدعامة أساسية للتنافسية الاقتصادية والشمول المالي.

بورصة الجزائر: الشروع في إصدار أوامر البيع والشراء إلكترونيا قبل نهاية ديسمبر الجاري

ينتظر الشروع في إصدار أوامر بيع وشراء الأسهم والسندات في بورصة الجزائر بطريقة إلكترونية قبل نهاية ديسمبر الجاري، حسب ما أعلن عنه اليوم الأربعاء بالجزائر العاصمة، رئيس لجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها (كوسوب)، يوسف بوزنادة، الذي أكد أن هذا النظام الجديد سيساهم في "تعزيز الشفافية وتسريع تنفيذ العمليات".

وفي كلمة ألقاها خلال أشغال لقاء تقني وطني مع مختلف الفاعلين في السوق المالي، أوضح السيد بوزنادة أن السوق المالي الوطني أصبح اليوم "موحدا وجاهزا" لتجسيد هذا التحول، وهذا بعد توفير الإطار القانوني والتنظيمي العصري الذي يسمح بذلك، مضيفا أن "إطلاق رقمنة أوامر بيع وشراء الأسهم والسندات قبل نهاية ديسمبر الجاري، يعد خطوة أساسية في مسار تحديث هذا السوق". بالموازاة مع ذلك، شدد رئيس لجنة "كوسوب" على ضرورة الانفتاح أكثر على المؤسسات الاقتصادية بمختلف أحجامها (صغيرة ومتوسطة وكبيرة)، من أجل إبراز مزايا التمويل المباشر عبر البورصة، وإقناعها بفرص النمو والتوسع والشفافية التي تتيحها هذه الآليات، مبرزا أهمية "الارتقاء بالسوق المالي من دور ثانوي إلى دور محوري في التنمية الاقتصادية، وهو الانتقال الذي لن يتحقق إلا من خلال فعالية المتعاملين وابتكار مؤسسات السوق وثقة الشركات والمستثمرين".

البنك الدولي: مؤشرات مشجعة نحو نمو أقوى في الجزائر

يشكل التحكم في التضخم و مواصلة النتائج الايجابية للاقتصاد الجزائري سيما في القطاعات خارج المحروقات, "مؤشرات مشجعة" من شأنها السماح بتحقيق نمو "اكثر قوة و استدامة و تنوع", حسب ما خبير اقتصادي للبنك الدولي اليوم الاربعاء بالجزائر العاصمة.

في هذا الصدد, اكد دانيال برينز, الخبير الاقتصادي في البنك الدولي للجزائر, خلال ندوة صحفية خصصت لتقديم التقرير السداسي الجديد للمؤسسة المالية حول الوضعية الاقتصادية للبلاد, ان "تخفيف الاعباء على الاسعار و الأداءات الجديدة لقطاعات خارج المحروقات تعد مؤشرات مشجعة, و ان الحفاظ على هذا التقدم, بفضل مواصلة الاصلاحات, من شأنه تعزيز نمو اكثر قوة و استدامة و تنوع."



رئيس لجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها يكشف:

إصدار أوامر البيع والشراء إلكترونيا قبل نهاية ديسمبر الجاري

أعلن رئيس لجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها (كوسوب)، يوسف بوزنادة، عن الشروع في إصدار أوامر بيع وشراء الأسهم والسندات في بورصة الجزائر بطريقة إلكترونية قبل نهاية ديسمبر الجاري، مؤكدا أن هذا النظام الجديد سيساهم في تعزيز الشفافية وتسريع تنفيذ العمليات.

وفي كلمة ألقاها خلال أشغال لقاء تقني وطني مع مختلف الفاعلين في السوق المالي، الأربعاء بالجزائر العاصمة، أوضح بوزنادة أن السوق المالي الوطني أصبح اليوم "موحدا وجاهزا" لتجسيد هذا التحول، وهذا بعد توفير الإطار القانوني والتنظيمي العصري الذي يسمح بذلك، مضيفا أن "إطلاق رقمنة أوامر بيع وشراء الأسهم والسندات قبل نهاية ديسمبر الجاري، يعد خطوة أساسية في مسار تحديث هذا السوق."

SELON BOUZRED, LE FRR A ÉTÉ UTILISÉ POUR COUVRIR LES DÉPENSES DE L'ÉTAT «Le niveau de la dette publique demeure acceptable»

Le vote du projet de loi de finances 2026 (PLF-2026) au Sénat aura lieu ce matin. Présenté par le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, en début de semaine et soumis aux débats, le texte consacre l'orientation de l'Etat vers le financement de l'économie nationale par de grands investissements de développement dans plusieurs secteurs. C'est ce qu'a indiqué le ministre mardi en soir en réponse aux questions des sénateurs.

Cette démarche entre dans le cadre d'une nouvelle vision économique basée sur la diversification économique et l'amélioration de la performance financière. Globalement, selon le ministre le PLF-2026 a inscrit comme priorités le soutien à la croissance durable et la poursuite des réformes structurelles, tout en renforçant l'efficacité de la gestion des ressources. En réponse aux préoccupations portant sur la hausse importante de la dette publique estimée, notons-le, dans le cadre de ce projet à près de 17 000 milliards de dinars, le ministre précisera que le niveau atteint demeure «acceptable». Et ce d'autant que cette dette a été orientée vers des investissements «à rendement économique».

Il citera à titre illustratif les 2500 milliards de dinars consacrés au renforcement du réseau électrique réalisé par Sonelgaz, ainsi qu'aux stations de dessalement de l'eau de mer. Il rappellera par ailleurs le projet de phosphate à l'est du pays, celui de Gara Djebilet et les lignes ferroviaires l'accompagnant, en tant que chaîne économique

intégrée dont la concrétisation a été lancée par l'Etat au cours des dernières années. Concernant la mesure relative aux dépenses imprévues, le ministre a indiqué qu'elle constituait «un mécanisme important» permettant de gagner du temps en cas d'urgence et d'éviter ainsi le recours à l'élaboration d'une loi de finances complémentaire, ce qui est à même d'assurer une gestion plus efficace dans la continuité. Au sujet de la possibilité pour l'Etat de prélever une partie des bénéfices des entreprises publiques économiques (EPE), M. Bouzred a précisé que cette mesure ne concerne que les entreprises qui réalisent des profits et ont une bonne situation financière, affirmant que le code de commerce accorde au Trésor public le droit aux bénéfices après déduction des différentes taxes.

Au sujet du Fonds de régulation des recettes (FRR), le ministre a affirmé que ses ressources ont été utilisées pour couvrir les dépenses de l'Etat et rembourser la dette publique, afin de réduire le déficit, en harmonie avec l'objectif pour lequel ce fonds a été créé.

Su un autre-plan, M. Bouzred a annoncé l'élaboration en cours d'un nouveau système informatique dédié au Trésor et à la gestion budgétaire. Une partie de ce système, qui se trouve actuellement en phase d'expérimentation, sera prête en 2026, a précisé le ministre, soulignant que ce système permettra la numérisation des opérations financières, garantissant ainsi une gestion et un contrôle plus efficaces. *S. Imadalou*

BOURSE

Numérisation de l'émission des ordres de vente et d'achat

Le lancement de l'émission des ordres de vente et d'achat d'actions et d'obligations à la Bourse d'Alger par voie électronique est prévu avant fin décembre, a annoncé hier à Alger le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB), Youcef Bouzenada, affirmant que ce nouveau système contribuera à renforcer la transparence et accélérer l'exécution des opérations. Lors d'une rencontre nationale avec les différents acteurs du marché financier, M. Bouzenada, cité par l'APS, a expliqué que le marché financier national est désormais «unifié et prêt à concrétiser cette transformation, après la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire moderne qui le permet, ajoutant que «le lancement de la numérisation des ordres de vente et d'achat d'actions et d'obligations avant la fin du mois de décembre constitue une étape essentielle dans le processus de modernisation de ce marché». Le président de la COSOB a insisté sur la nécessité de s'ouvrir davantage aux entreprises économiques de toutes tailles afin de mettre en avant les avantages du financement direct via la Bourse et de les convaincre des opportunités de croissance,

d'expansion et de transparence offertes par ces mécanismes. Il a souligné l'importance de «faire passer le marché financier d'un rôle secondaire à un rôle central dans le développement économique, une transition qui ne pourra se concrétiser qu'à travers l'efficacité des intervenants, l'innovation des institutions du marché et la confiance des entreprises et des investisseurs».

12 milliards de Da de transactions Evoquant les principales étapes qu'a connues le marché financier depuis 2021, M. Bouzenada a rappelé le lancement du règlement général de la Bourse, qui a permis de moderniser le cadre régissant l'activité du marché, notant la mise en place du vote à distance dans les assemblées générales, qui a renforcé les droits des investisseurs et la gouvernance des entreprises, ainsi que le nouveau système relatif à l'activité des fonds d'investissement, qui a permis l'intégration d'outils de financement plus avancés. De son côté, la directrice générale de la Société de gestion de la Bourse des valeurs, Amal Selmour, a affirmé que le marché financier a connu récemment «une dynamique notable» grâce à l'introduction de nouvelles entreprises et à l'offre de

produits financiers qui sont désormais échangés en Bourse, et ce dans le cadre d'une vision claire et d'efforts continus des pouvoirs publics visant à renforcer le rôle du marché financier comme mécanisme efficace de financement et levier pour la promotion de l'investissement. A ce propos, Mme Selmour a indiqué que la capitalisation boursière est passée au cours de la dernière année d'environ 72 milliards DA à plus de 742 milliards DA, tandis que la valeur

transigée sur le marché est passée de 2,75 milliards DA fin 2024 à 12,58 milliards DA durant les 11 premiers mois de 2025. Elle a estimé que le bilan enregistré constitue «une preuve de la croissance du marché et l'aboutissement des efforts fournis par l'ensemble des acteurs», tout en «ouvrant de plus larges perspectives et renforçant l'ambition de poursuivre le travail avec davantage de sérieux et de coordination». **R. E.**

الاستثمارات

ضمن رؤية
جديدة تقوم
على التنويع
وتحسين الأداء..
وزير المالية،

تنمية كبرى لتمويل الاقتصاد الوطني

أكد وزير المالية، عبد الكريم بولوزد، بمجلس الأمة، أن نص قانون المالية لسنة 2026، يركز توجه الدولة نحو تمويل الاقتصاد الوطني عبر استثمارات كبرى ذات بعد تنموي، تستهدف عدة قطاعات، وذلك في إطار رؤية اقتصادية جديدة تقوم على التنويع الاقتصادي وتحسين الأداء المالي.

- الأهداف الإستراتيجية للتنمية تستدعي توفير الوسائل الضرورية لتجسيدها
- تحقيق الاكتفاء الذاتي من المنتجات الفلاحية يعد هدفا مركزيا

على الأرباح بعد اقتطاع مختلف الرسوم. أما بخصوص سديد ضبط الإيرادات، فأكد الوزير أن لوائح استعملت لتغطية نفقات الدولة وبدء الدين العمومي، بهدف تقليص العجز، وهو ما يتسمم مع الهدف الذي نشأت من أجله هذا الصندوق. وفي مجال الإقراض، أشار الوزير إلى تحقيق تقدم مهم، خاصة في إدارة أملاك الدولة والحدائق والحدائق، بوضعها بلق مشروع وقدمه الأرباح المرجحة للأمل، الدولة بوضعها بلق مشروع وقدمه الخطط القطاعية، مستكمل مع نهاية السنة الجارية. على أن يتم تنفيذها تدريجيا. وأما في هذا الإطار، من سنة 2025 ستشهد إطلاق دفتر المظاري الإلكتروني، مبركا أن رقعة قطاع الضرائب تشمل نظاما جديدا لتسيير الملفات الجبائية 2.6 مليون متعامل. وهو نظام يخلو من التكرار الشري، يوقع مستوى الموثوقية، ويتكون جاعرا على مستوى الولايات نهاية السنة. كما يجري تطوير نظام معلوماتي جديد للجزينة وإدارة المبرانية، سيكون جزء منه جاعرا سنة 2026 وهو حاليا في مرحلة التصاريح. بنفس الوزير الذي أشار إلى أن هذا النظام سيشجع وضعة المحركات المالية، بما يضمن تسييرا وشفافية أكثر فعالية.



أوضح بولوزد لدى رده على الاستشارات والرسائل أعضاء مجلس الأمة خلال جلسة علنية، خلصت لمناقشة نص قانون المالية لسنة 2026، ترأسها عزوز نامري، رئيس المجلس، بحضور وزيرة الملاكات مع البرلمان نجوية جيلالي، وأعضاء من الحكومة، أن التدابير المقترحة في النص تهدف إلى دعم النمو المستدام وتحسين أدوات التمويل، ومواصلة الإصلاحات الهيكلية، مع تعزيز الضخامة في تسيير الموارد. وفي هذا الصدد، أشار الوزير إلى أن الدين العمومي المشترك بحوالي 17 ألف مليار دج، تم توجيهه نحو استثمارات ذات مردودية اقتصادية، موضحا على سبيل المثال أن 2000 مليار من هذا الدين وجهت لمشاريع ترميم شبكة الكهرباء، التي تجرؤها سونغاز وكذا محطات توليد مياه البحر، والتي كان لها أثر تنموي واضح. وبفضل هذه الاستثمارات، أصبحت المشاريع الفلاحية والصناعية في الجنوب ممكنة، يقول السيد بولوزد الذي أكد أن الأهداف الاستراتيجية للشئمة تستلزم توفير الوسائل وقرارات الضرورية لتجسيدها. كما أن مشاريع كبرى مثل مشروع التوسعات بشرق البلاد، التي ظل مطروحا منذ التسميات، بدأت تتحرك فعليا بفضل الاستثمارات العمومية ذات الطابع الاقتصادي. يضيف الوزير لافتا كذلك في هذا السياق إلى مشروع غارا جيليات وخطوط الشبكة الجديدة المرتبطة به، بإعدادها سلسلة اقتصادية متكاملة شملت الدولة في تجسيدها خلال السنوات الأخيرة. وأما الوزير، في تحقيق الاكتفاء الذاتي من المنتجات الفلاحية بعد اعتماد مركزيا، مستمدا في ذلك على

وفيما يتعلق بتجارة الفيليشة في الولايات الجنوبية، شدد الوزير على أهميتها الاقتصادية، مبررا أن وزارة المالية تعمل حاليا على مراجعة الإطار القانوني المنظم لها، مؤكدا أن قانون الصفقات العمومية الخاص بالولايات الجنوبية، الجاري إعداده، سيأخذ بعين الاعتبار مختلف الاقتراحات المتعلقة بإزالة العراقيل وتسريع وتيرة إنجاز المشاريع، مشيرا إلى أن مشروع المرسوم التمهدي سيبرض قريبا على الحكومة، مشددا على ضرورة احترام آجال الإنجاز على المستوى المحلي وضمان نجاعة الاستثمارات العمومية. يذكر أنه سيتم التصويت على نص قانون المالية لسنة 2026 في جلسة علنية، صباح اليوم الخميس.

التكتم في التجارة الخارجية. وبخصوص الإجراء المتعلق بالنفقات غير المتوقعة، أشار الوزير إلى أنه يمثل أهمية مهمة، تتيج ربح الوقت في حالة الطوارئ، عوض اللجوء إلى إعداد قانون مالي تكاملي، ما يسمع بضمان استمرارية التسيير بنجاعة أكبر. وبشأن إمكانية لجوء الدولة للاقتطاع من أرباح الشركات الاقتصادية العمومية، أوضح السيد بولوزد أن هذا الإجراء يخص فقط المؤسسات التي تحقق أرباحا ولديها وضعية مالية مبرحة، مؤكدا أن القانون التجاري يمنع للجزينة حق الحصول

لكل إلا أن مستوى الدين الداخلي لا يزال مقبولا. **الإطار القانوني للمقايضة قيد المراجعة** اعتبر الوزير أن نسب النمو المحققة في القطاعات خارج المحروقات، كالبناء والفلاحة وكذا الصناعة التي تمتد بـ 6 بالمائة السنة الماضية، مقابل نمو قدره 0.3 بالمائة فقط في قطاع المحروقات، يدل على أن الاقتصاد الجزائري يسير فعلا في طريق التنويع الحقيقي، مؤمها في الوقت نفسه بالإجراءات التي اتخذها رئيس الجمهورية في مجال

الاستثمارات الكبرى الموجهة للولايات الجنوبية، حيث تم توفير الظروف المواتية للمستثمرين من خلال البنى التحتية خاصة الكهرباء. علاوة على ذلك، شرعت الدولة منذ سنة 2020 في معالجة عدد من الملفات الأساسية، على غرار تجهيزات قطاع التربة والتعلب، من خلال استرداد التأخر التشغيلي في السنوات الماضية، مضيفا أن السياسة الاقتصادية السابقة لم تول الاهتمام الكافي للمرافق الاقتصادية الموجهة للاستثمار، وبمسحت كل هذه الجهود التنموية، يتحقق آثار ملموسة يراها الجميع، من حيث مستوى المعيشة، مضيفا أنه بالرغم من كل

وزير المالية يؤكد أمام أعضاء مجلس الأمة

الدين الداخلي تحت السيطرة

- تقدم معتبر في رقمنة إدارة أملاك الدولة والضرائب والجمارك
- الميزانية لا يمكن أن تلبى جميع المطالب دفعة واحدة، بل توجه نحو المشاريع الأكثر إنتاجية

تحدث وزير المالية، عبد الكريم بوزورد، بنبرة تفاؤل خلال

رده على أعضاء مجلس الأمة، مؤكدا أن قانون المالية لسنة 2026 يرسخ توجه الدولة نحو تمويل الاقتصاد الوطني عبر استثمارات كبرى ذات بعد تموي، تعكس انتقال الجزائر نحو اقتصاد متنوع وأكثر نجاعة، في إطار رؤية إستراتيجية تركز على تحسين الأداء المالي ودعم النمو المستدام.

وأوضح بوزورد في ختام مناقشة نص قانون المالية، أن التدابير المقترحة تهدف إلى تعزيز أدوات التمويل ومواصلة الإصلاحات الهيكلية، مبرزا أن الدين العمومي المقدر بحوالي 17 ألف مليار دينار تم توجيهه نحو استثمارات ذات مردودية اقتصادية، وأشار في هذا السياق إلى تخصيص 2500 مليار دينار لمشاريع تدعيم شبكة الكهرباء ومحطات تحلية مياه البحر، ما يمكن من إطلاق مشاريع فلاحية وصناعية كبرى في ولايات الجنوب وتحريك مشاريع إستراتيجية مثل فوسفات الشرق وغار جيبلات وخطوط السكك الحديدية المرتبطة بهما.

وأكد الوزير أن تحقيق الاكتفاء الذاتي في القطاع الفلاحي يمثل هدفا محوريا في توجهات الحكومة، مشيرا إلى توهير الظروف المواتية للمستثمرين عبر تطوير البنى التحتية، خصوصا الكهرباء، مما سيجب ظهور مشاريع إنتاجية ساهمت في تحسين مستوى المعيشة وتحقيق آثار ملموسة على التنمية المحلية. وأضاف أن معدل النمو خارج قطاع المحروقات، خاصة في البناء والفلاحة والصناعة التي حققت نموا بنسبة 6 بالمائة، تثبت أن الاقتصاد الوطني يسير نحو التنوع، مقابل نمو محدود لقطاع المحروقات لا يتجاوز 0,3 بالمائة.

وفي رده على الانشغالات المتعلقة بالنقبات غير المتوقعة، أكد بوزورد أن هذا الإجراء يشكل آلية مهمة لتسريع التدخل المالي دون اللجوء إلى قانون مالية

تكميلي، بما يضمن استمرارية التسيير العمومي. كما أوضح أن قرار اقتطاع أرباح الشركات العمومية يخص المؤسسات التي تتمتع بوضع مالي مريح صدر عن رئيس الجمهورية، وأن القانون الجاري يمنح الخزينة حق الحصول على الأرباح بعد احتساب الرسوم والضرائب، أما بخصوص صندوق ضبط الإيرادات، فأكد الوزير أن أمواله استخدمت لتغطية نفقات الدولة وسداد الدين العمومي بهدف تقليص العجز، وهو ما يتسجم مع الهدف الذي أنشئ من أجله هذا الصندوق.

كما كشف بوزورد عن تقدم معتبر في رقمنة إدارة أملاك الدولة والضرائب والجمارك، موضحا أن رقمنة الإدارات الشرعية للأملاك الدولة ستستكمل مع نهاية السنة الجارية، على أن يطلق دفتر العقاري الإلكتروني سنة 2026، كما سيتم اعتماد نظام جديد لتسيير الملفات الجبائية 1,2 مليون متعامل قبل نهاية السنة، وأشار إلى أن نظام معلومات الخزينة والعمالية يوجد في مرحلة التجارب وسيبدأ تشغيل جزء منه خلال سنة 2026 بهدف رقمنة العمليات المالية بالكامل.

وفي ما يتعلق بتجارة المقايضة في الجنوب، أكد الوزير أن الإطار القانوني المنظم لها قيد المراجعة، مشورا إلى إعداد قانون السفقات الموسمية الخاص بالولايات الجنوبية لمعالجة العراقيل وتسريع وثيرة الإنتاج، على أن يمرض المرسوم التنفيذي قريبا على الحكومة.

وختم بوزورد بالتأكيد على أن الحكومة تعتمد مقاربة مبنية على تحديد الأولويات وتحقيق انسجام المشاريع مع السياسات الاقتصادية، موضحا أن الميزانية لا يمكن أن تلبى جميع المطالب دفعة واحدة، بل توجه نحو المشاريع الأكثر إنتاجية وتأثيرا. معربا عن تفاؤله وثقته بشأن الأفق المالي والاقتصادية للبلاد، فـ جمال، فـ

وأوضح بوزورد في ختام مناقشة نص قانون المالية، أن التدابير المقترحة تهدف إلى تعزيز أدوات التمويل ومواصلة الإصلاحات الهيكلية، مبرزا أن الدين العمومي المقدر بحوالي 17 ألف مليار دينار تم توجيهه نحو استثمارات ذات مردودية اقتصادية، وأشار في هذا السياق إلى تخصيص 2500 مليار دينار لمشاريع تدعيم شبكة الكهرباء ومحطات تحلية مياه البحر، ما يمكن من إطلاق مشاريع فلاحية وصناعية كبرى في ولايات الجنوب وتحريك مشاريع إستراتيجية مثل فوسفات الشرق وغار جيبلات وخطوط السكك الحديدية المرتبطة بهما.

وأكد الوزير أن تحقيق الاكتفاء الذاتي في القطاع الفلاحي يمثل هدفا محوريا في توجهات الحكومة، مشيرا إلى توهير الظروف المواتية للمستثمرين عبر تطوير البنى التحتية، خصوصا الكهرباء، مما سيجب ظهور مشاريع إنتاجية ساهمت في تحسين مستوى المعيشة وتحقيق آثار ملموسة على التنمية المحلية. وأضاف أن معدل النمو خارج قطاع المحروقات، خاصة في البناء والفلاحة والصناعة التي حققت نموا بنسبة 6 بالمائة، تثبت أن الاقتصاد الوطني يسير نحو التنوع، مقابل نمو محدود لقطاع المحروقات لا يتجاوز 0,3 بالمائة.

وفي رده على الانشغالات المتعلقة بالنقبات غير المتوقعة، أكد بوزورد أن هذا الإجراء يشكل آلية مهمة لتسريع التدخل المالي دون اللجوء إلى قانون مالية

تكميلي، بما يضمن استمرارية التسيير العمومي. كما أوضح أن قرار اقتطاع أرباح الشركات العمومية يخص المؤسسات التي تتمتع بوضع مالي مريح صدر عن رئيس الجمهورية، وأن القانون الجاري يمنح الخزينة حق الحصول على الأرباح بعد احتساب الرسوم والضرائب، أما بخصوص صندوق ضبط الإيرادات، فأكد الوزير أن أمواله استخدمت لتغطية نفقات الدولة وسداد الدين العمومي بهدف تقليص العجز، وهو ما يتسجم مع الهدف الذي أنشئ من أجله هذا الصندوق.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger